

Commune d'Incourt



Incourt, le 12 septembre 2022

CONVOCATION

Conformément aux articles L1122-12 et L1122-13 du Code de la Démocratie Locale et de Décentralisation, nous avons l'honneur de vous convoquer à la séance du Conseil communal qui aura lieu à la salle du Conseil communal – rue de Brombais 2 à Incourt le 21 septembre 2022 à 19h00.

SEANCE PUBLIQUE

1. Administration générale - Droit d'interpellation au Conseil communal.
2. Finances - Compte 2021 - Approbation.
3. Finances - Modification budgétaire n°2 2022 - Arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville - Prise d'acte.
4. C.P.A.S. Incourt - Modification budgétaire n°1 exercice 2022 - Approbation.
5. Finances - Marché public de services - Etude de programmation de 3 projets sportifs à Incourt - Prise sous responsabilité du Collège communal - Ratification.
6. Finances - Marché public de services - Programmation d'un projet de crèche et assistance à l'introduction du dossier de candidature pour l'appel à projet "Plan Cigogne"- Prise sous responsabilité du Collège communal - Ratification.
7. Finances - Contrôle encaisse Receveur régional - Procès-verbal de vérification du 2e trimestre 2022 - Prise de connaissance.
8. Finances - Service population - Transfert fonds de caisse - Ratification.
9. Finances - Fabrique d'église Saint-Pierre Incourt - Budget 2023 - Approbation.
10. Finances - Fabrique d'église Saint-Aubain d'Opprebais - Budget 2023 - Approbation.
11. Finances - Fabrique d'église Saint-Joseph de Glimes - Budget 2023 - Approbation.

12. Finances - Fabrique d'église - Eglise Protestante de Wavre - Budget 2023 - Pour avis.
13. Travaux - PCDR - Construction de la maison rurale polyvalente à Opprebais - Avenant 2022 à la convention d'exécution 2015-a - Pour approbation
14. Patrimoine environnemental - Lieu dit "Pré Saint-Jean" - Mise en oeuvre d'une procédure d'expropriation sur base du Décret du 22.11.2018 - Pour accord.
15. Environnement - Province du Brabant wallon - Appel à intérêt : Accord-cadre 2023-2026 en vue d'études d'ouvrages de lutte contre les inondations et prestations ponctuelles dans cette matière. Pour décision.
16. Environnement - Fauchage tardif des bords de routes - Réévaluation et actualisation du plan de fauchage - Approbation.
17. Environnement - Contrat de Rivière Dyle-Gette - Programme d'actions 2023-2025 - Approbation.
18. Environnement - Convention pour la collecte des déchets textiles ménagers - Renouvellement - Pour ratification.
19. Environnement - Convention de soutien au projet LIFE "Vallées Atlantiques" - Pour ratification.
20. Administration générale - Logement sis rue du Pachy 13/D à 1315 Incourt - Convention d'occupation entre la société IPB et la Commune d'Incourt - Ratification.
21. Administration générale - Programme wallon du Développement Rural 2023-2027 (PwDR), mesure LEADER, acte de candidature du GAL Culturalité en Hesbaye brabançonne.
22. Administration générale - ASBL GAL Culturalité en Hesbaye brabançonne - Commune d'Incourt - Projet d'avenant à la convention de partenariat du 11 février 2016 et à l'avenant du 26 août 2020 - Pour approbation.
23. Administration générale - ECETIA Intercommunale - Désignation des représentants communaux - Décision.
24. Petite enfance - Mise en conformité et rénovation du bâtiment communal occupé par l'a.s.b.l. Bébé futé - Appel à projets plans Cigogne 21/26- Approbation du projet.
25. Petite enfance - Construction d'une nouvelle infrastructure communale - Création d'une nouvelle crèche à Piétrebais - Appel à projets plans Cigogne 21/26 - Approbation du projet.
26. Petite Enfance - ASBL Bébébus en Brabant wallon - Modification du lieu d'accueil - Nouveau projet de convention de collaboration - Pour approbation.
27. Petite Enfance - ASBL Bébébus en Brabant wallon - Désignation des représentants communaux au sein du comité d'accompagnement.
28. Enseignement et ATL - Encadrement des temps de midi et accueil extrascolaire - Convention de collaboration 2022-2023 entre la commune d'Incourt et l'ASBL L'Hirondelle - Renouvellement - Ratification.
29. ATL et SJI - Appel à projet de la Province - Opération "Place aux jeunes" - Ratification.

30. Salles communales - Convention type pour occupation à titre précaire des salles communales pour des activités sportives, culturelles ou artistiques - Pour accord.
31. Salles communales - Convention d'occupation à titre précaire des salles communales pour des activités sportives, culturelles ou artistiques - Liste des occupants pour l'année académique 2022-2023 - Prise de connaissance.
32. Economie - Manifestations - Appel à projet pour la stimulation du commerce local et des circuits courts de la province du Brabant wallon - Candidature de la commune - Pour ratification
33. Approbation du procès-verbal de la séance du 22 juin 2022.

HUIS-CLOS

34. Personnel communal - Démission des fonctions d'une employée d'administration - Droit à la pension de retraite - Prise d'acte.
35. Personnel communal - Conseiller en énergie - Modification de la convention de partenariat en matière de conseil en énergie dans le cadre du projet « Communes Energ'Ethiques » initié par la Région wallonne - Modalités de fonctionnement du Conseiller en Energie - Retrait de la Commune de Grez-Doiceau - Approbation.
36. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire dans un emploi non vacant.
37. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire dans un emploi non vacant.
38. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire dans un emploi vacant.
39. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire dans un emploi vacant.
40. Enseignement communal - Personnel - Demande de congé pour prestations réduites, justifié par des raisons de convenances personnelles.
41. Enseignement communal - Personnel - Demande de congé pour prestations réduites, justifiées par des raisons de convenances personnelles.
42. Enseignement communal - Personnel - Demande de congé pour prestations réduites, justifié par des raisons de convenances personnelles.
43. Enseignement communal - Personnel - Demande de congé pour prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales.
44. Enseignement communal - Personnel - Demande de congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles.
45. Enseignement communal - Personnel - Demande de congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles.

46. Enseignement communal - Personnel - Demande de congé pour prestations réduites, justifiées par des raisons de convenances personnelles.
47. Enseignement communal - Personnel - Demande de congé pour prestations réduites pour convenances personnelles.
48. Enseignement communal - Personnel - Demande de congé pour interruption partielle de la carrière professionnelle dite « ordinaire ».
49. Enseignement communal - Personnel - Demande d'interruption de carrière dans le cadre du congé parental.
50. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un agent « APE » - Assistante à l'enseignant (e) à mi-temps.
51. Enseignement - Personnel - Désignation d'un Maître d'éducation physique à titre temporaire dans un emploi non vacant
52. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un maître de religion islamique à titre temporaire dans un emploi non vacant
53. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi vacant
54. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi vacant
55. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi vacant.
56. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un maître de morale à titre temporaire dans un emploi vacant
57. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi non vacant
58. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi non vacant.
59. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi non vacant.
60. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi non vacant.
61. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi non vacant.
62. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi vacant (accompagnement personnalisé).
63. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi vacant.
64. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un maître de philosophie et de citoyenneté à titre temporaire dans un emploi vacant.

65. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi vacant.
66. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur primaire à titre temporaire dans un emploi non vacant.
67. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur maternel à titre temporaire dans un emploi non vacant.
68. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur maternel à titre temporaire dans un emploi non vacant.
69. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur maternel à titre temporaire dans un emploi non vacant.
70. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un instituteur maternel à titre temporaire dans un emploi non vacant.
71. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire dans un emploi non vacant.
72. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire dans un emploi non vacant.
73. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'une institutrice maternelle à titre temporaire dans un emploi vacant.
74. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un maître de seconde langue dans un emploi vacant.
75. Enseignement communal - Personnel - Désignation d'un maître de religion catholique dans un emploi vacant.

Par ordonnance,

Le Directeur général,
Par délégation,


S. CORLIER



Le Bourgmestre,


L. WALRY

Art. L1122-17 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (anciennement art.90 de la nouvelle Loi communale) :

Le Conseil communal ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant, si l'Assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra après une nouvelle et dernière convocation, délibérer quel que soit le nombre de membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.